

Communiqué des personnel·les mobilisé·es du lycée Condorcet de Saint Priest

Depuis le début de la semaine, nous sommes témoins d'une mobilisation lycéenne d'une ampleur et d'une détermination rares.

Nous affirmons notre plein soutien au mouvement lycéen et à ses revendications. Nous sommes pour l'expression pacifique de ces revendications.

Nos élèves demandent des conditions de travail dignes. Ils réclament davantage de moyens pour une éducation égalitaire et juste. Ils ont pleinement conscience des difficultés et des manques qui traversent aujourd'hui l'Éducation nationale et demandent que soient recrutés, en nombre suffisant, les personnels indispensables au bon fonctionnement des établissements : professeur·es, psychologues, AESH, CPE, personnels de direction, infirmier·ères, assistant·es de service social...

Les collectifs lycéens militent aussi pour une rénovation nécessaire et urgente des bâtiments scolaires. Comment étudier sereinement dans des locaux vétustes, qui se transforment en véritables fours l'été et en réfrigérateurs l'hiver ? Comment peut-on passer huit heures par jour dans un établissement où une grande partie des toilettes est fermée ? Est-il acceptable qu'un lycée conçu pour accueillir au maximum 1100 élèves en compte aujourd'hui près de 1700, avec pour conséquence une saturation des salles de classe et des conditions d'apprentissage et d'emploi du temps dégradées ?

Ces revendications, nous les portons nous aussi depuis des années. Nous, adultes et travailleur·ses de l'Éducation nationale, faisons grève et alertons régulièrement pour dénoncer ces mêmes manques de moyens et ces mêmes conditions de travail et d'étude dégradées.

Et pourtant, aujourd'hui, nous laissons des enfants se retrouver seuls devant nos établissements, confrontés aux violences et aux dégradations commises par une minorité, puis à la répression des forces de l'ordre.

L'intervention de M. Macron, ce 1er octobre, ne fait que renforcer nos inquiétudes. Une fois encore, les élèves risquent de ne pas être entendus et la réponse apportée à leur mobilisation semble avant tout punitive et répressive.

Depuis le mardi 29 septembre, les élèves font face à une succession d'annulations de cours, de mesures de surveillance, d'interventions des forces de l'ordre et d'arrestations. Et, une fois encore, leur parole est délégitimée au motif qu'ils seraient manipulés par des partis politiques.

Mais qu'est-ce que cela dit de la place accordée à la parole de notre jeunesse ? Quelles réponses les pouvoirs publics et le gouvernement apportent-ils réellement aux revendications exprimées par les lycéen·nes ? À des demandes de moyens, de personnels, de locaux dignes et de meilleures conditions d'apprentissage, répond-on par la répression policière et l'affirmation que la jeunesse est incapable de penser par elle-même et serait manipulée ?

Nous refusons que la seule réponse apportée à une jeunesse qui se mobilise soit une réponse punitive. Nous refusons également que ses revendications soient réduites au silence ou disqualifiées.

Les lycéen·nes ont le droit d’être entendu·es. Ils et elles ont le droit de revendiquer. Et nous, personnels de l’Éducation nationale, avons le devoir de les écouter et de prendre au sérieux les conditions dans lesquelles ils et elles étudient aujourd’hui.

Ces conditions d’études et de travail s’inscrivent dans une logique nationale de casse des services publics. Alors même que se prépare un nouveau budget austéritaire, notre inquiétude ne s’en trouve que renforcée. Il n’est pas acceptable que les élèves de l’École publique subissent les conséquences de ces politiques d’austérité. En cette année d’élection présidentielle, exigeons toutes ensemble que les moyens de l’école publique prennent la place centrale qu’ils méritent dans cette campagne.

Ainsi rejoindrons-nous, ce mardi 6 octobre, le mouvement initié par les organisations lycéennes pour leur montrer notre soutien.

Les personnel·les mobilisé·es du lycée Condorcet (soutenu·es par les sections SUD éducation et SNES de l’établissement)